

CDH : malaise malgré le consensus affiché

Le CDH a choisi de s'allier aux socialistes (et au FDF) dans les majorités régionales et communautaires. Cette décision est bien passée chez les centristes. Officielle-

ment, le refus du parti humaniste d'entamer des négociations en vue de la formation du gouvernement fédéral avec la N-VA, le CD&V et le MR a également fait l'objet d'un large consensus.

Mais lorsqu'on sonde parlementaires et mandataires CDH, la quasi-unanimité affichée officiellement se fissure. Le choix de ne même pas tenter de négocier au fédéral suscite insatisfaction et malaise. ■

Le CDH, entre approbation et malaise

La décision de s'associer au PS en Régions passe bien chez les centristes. Mais le refus de négocier une coalition fédérale de centre-droit soulève des doutes.

Le 5 juin, le CDH annonçait son alliance avec le PS dans les Régions (plus le FDF à Bruxelles) et le 19 juillet, 376 humanistes approuvaient, à l'unanimité, les accords de majorité régionale. Par contre, le 24 juin, le bureau politique du CDH, par 56 non et 3 abstentions, refusait d'entamer des négociations en vue de la formation du gouvernement fédéral avec la N-VA, le CD&V et le MR. A cette occasion, ce n'est pas seulement la note de l'informateur Bart De Wever que les humanistes ont rejetée : ils ont aussi, nous précise le président Lutgen qui avait lié les deux questions lors du vote, « *rejeté l'idée d'entrer dans une majorité avec la N-VA, parce qu'il y avait un problème de confiance par rapport à ce parti* ».

Revoilà donc le CDH, pourtant composé à peu près à parts égales d'une aile gauche et d'une aile droite, au pouvoir avec les socialistes d'un côté, mais refusant de s'allier sur sa droite de l'autre. Malaise ? Nous avons sondé des parlementaires et mandataires fédéraux, régionaux, locaux. Il en ressort que le choix régional est très largement soutenu en interne. Mais que, malgré la quasi-unanimité affichée, la manière dont la décision concernant le fédéral a été prise et l'option de ne même pas tenter de négocier, posent questions. Et suscitent insa-

tisfaction et malaise. Pas seulement au sein de l'aile droite du parti. Sans parler de l'image de « parti scotché au PS » qui dérange beaucoup.

Dans l'entourage présidentiel, on pense au contraire que si Benoît Lutgen avait proposé de négocier avec la N-VA, il n'aurait pas du tout été suivi et qu'une fracture serait alors apparue. Certaines

personnalités auraient même claqué la porte du parti. Et l'on avance pour preuve du soutien humaniste aux choix présidentiels, une lettre en cours d'envoi aux membres du parti.

Signée par le président, les ministres et chefs de groupes parlementaires, cette lettre détaille, outre les compétences décrochées par le CDH, ce que le parti a obtenu dans les accords régionaux (absence de nouvelles taxes, pacte pour un enseignement d'excellence, protection des familles, préservation des finances communales, accès à la propriété pour tous...). Quant au fédéral, la lettre explique : « *Nous avons besoin d'un gouvernement qui rassemble des partenaires qui font gagner la Belgique. Pas qui ont pour ambition de la faire éclater. (...) Nous ne pouvions pas vous engager dans un projet de droite nationaliste, contraire à ce que nous sommes, à nos valeurs de fraternité et de responsabilités, à*

notre projet politique. Nous sommes plus que jamais reconnus pour la fidélité à nos engagements. (...) Nous ne vendrons pas notre âme pour accéder au pouvoir. »

Alors, soutenu ou fragilisé, Lutgen ? Plusieurs humanistes l'avouent : « *Ça grenouille...* ». Ils décrivent le président comme « *décidant seul* », « *autoritaire* », et « *ne prenant aucun risque* ». Mais on ne le considère pas fragilisé. Du moins pour le moment. Car les mandataires considèrent qu'il a eu deux succès électoraux (2012 et 2014) et qu'il a réussi à amener le parti au pouvoir dans les Régions et a bien négocié à ce niveau-là.

Mais il y a des « mais »... Qu'ils expriment ainsi : « *Si cela se passe bien en Régions et qu'au fédéral, on donne les clefs de la Belgique aux Flamands, on aura fait le bon choix. Mais si le gouvernement socio-économique est efficace et que c'est dur dans les entités fédérées, les choses seront différentes...* » Et la présidence pourrait être secouée. D'autant que « *la gouvernance interne provoque de plus en plus de frustration, car les gens ne sont pas consultés et qu'il n'y a pas de débats.* » Mais l'on est convaincu que le président se présentera à sa succession dans quelques mois, « *sinon il serait devenu ministre.* » ■

MARTINE DUBUISSON

GOUVERNANCE

« Lutgen décide-t-il seul ? »

La plupart des humanistes contactés nous le disent : le président a tranché seul, ou quasi seul. Consultant très peu (et pas forcément les ténors), puis faisant avaliser ses choix par les instances, « un peu au pied du mur ». Certains jugeant d'ailleurs qu'un président doit agir ainsi, « passer en force », pour éviter les fuites. Dans l'entourage présidentiel, on assure pourtant que Benoît Lutgen n'agit « pas seul dans son coin » et consulte, mais pas ceux qui sont susceptibles de parler à la presse... Et l'on parle simplement de l'une ou l'autre « frustration ».

Mais plusieurs mandataires ne sont pas de cet avis. Un parlementaire résume : « Benoît a fait ses choix. Pas grand monde n'a été associé, moins que les doigts d'une main : soit zéro, soit une ou deux personnes. Il n'y a pas vraiment eu de débat interne. Pour la décision fédérale, il y a eu un bureau politique une heure avant que Benoît n'aille en télé ; il était hyper pressé et répétait "je dois y aller". Beaucoup de gens ne se sont pas exprimés. » Une dizaine seulement (parce que le président devait encore désigner les ministres ?), notamment sur le contenu de la note De Wever, ou pour demander s'il n'aurait pas fallu, au moins, commencer à négocier. Mais le président ne voulait pas « faire semblant de négocier » et restait sur son engagement « pas avec la N-VA ». Un autre parlementaire confirme : « Pour la réponse à la note De Wever, il y a eu un bureau politique qui n'a pas duré, c'était plié ; et lorsque Charles Michel et Kris Peeters sont devenus formateurs et ont dit que la porte restait ouverte au CDH, il n'y a même pas eu de bureau. Or, une chose est de dire non à De Wever, une autre est de dire non à Peeters. » Un troisième ajoute : « Aujourd'hui au CDH, pour être consulté, il faut être Luxembourgeois... On a eu le sentiment que le bureau politique était de pure forme, que la décision était déjà prise, et ce fut emballé en une heure. On aurait dû se donner le temps, mais il n'y avait pas beaucoup d'envie de discuter. Et après l'appel du pied du CD&V, Benoît a estimé que la décision était prise et que cela ne méritait pas une 2^e discussion. »

Benoît Lutgen rétorque : « Il n'y a pas eu de nouvelle offre de Michel et Peeters. La seule chose qui a changé, c'est l'arrivée du VLD à la table. C'était donc pire, car le CDH n'était plus nécessaire. Et avant que Kris Peeters ne dise que la porte restait ouverte au CDH, le bureau du MR avait approuvé l'ouverture de négociations à quatre (N-VA, CD&V, VLD, MR). Qu'ils assument leurs choix ! »

Pour les Régions, un parlementaire témoigne qu'il y a eu des consultations téléphoniques, mais un autre assure : « On n'a pas du tout été informé, sauf en dernière minute. Il y a eu un comité restreint une heure avant la conférence de presse et Benoît a dit "voilà, c'est fait : on part avec le PS et le FDF". Pas grand monde n'a été associé. » Ce qui pousse un mandataire à juger « la gouvernance de Lutgen de plus en plus solitaire. Nombre de parlementaires jugent qu'il y a un problème ».

MA.D.

POSITIONNEMENT

« Voter CDH = voter PS ? »

Les humanistes nous disent avoir reçu pas mal de remarques, de mails, jusqu'à 100 ou 200, sur le mode « encore avec les socialistes... » Un parlementaire l'admet : « On nous reproche d'être très proches du PS, voire presque inféodé à lui : on aurait obéi aux ordres du PS de ne pas monter au fédéral. J'entends effectivement beaucoup "voter CDH = voter PS". » « Le refus de négocier au fédéral accredit l'idée que l'on ne peut rien faire sans le PS », embraille un mandataire. Un troisième reconnaissant que l'image du « scotchage » se répand : « Un certain électorat pourrait s'éloigner de nous. » Et certains vont jusqu'à se demander s'il existe des accords écrits ou oraux entre le PS et le CDH... Ils s'interrogent sur la stratégie de Benoît Lutgen, pourtant « venu à la présidence avec l'idée de créer une alternance avec le MR. » Certains humanistes tirent d'ailleurs de son attitude et des propos très durs contre le MR et Charles Michel, deux certitudes. Un : il ne prendra jamais ses distances avec le PS. Deux : il n'ira jamais dans un attelage avec la N-VA. Benoît Lutgen balaie : « Ce n'est pas parce qu'on fait un accord avec un parti qu'on est scotché. La déclaration de politique régionale et les compétences obtenues par le CDH le prouvent. Moi, j'ai respecté mes engagements de campagne. On me le reproche ? »

FÉDÉRAL

« N'aurait-on pu tenter de négocier ? »

Le choix du président de refuser de négocier avec la N-VA, le CD&V et le MR, a été avalisé par les instances du parti. « Le bureau politique (ministres, parlementaires, présidents de fédérations, élus) l'a approuvé par 56 voix et 3 abstentions », rappelle Benoît Lutgen. Pourtant, cette (quasi) unanimité cache un malaise. Non pas qu'une majorité aurait voulu s'allier à la N-VA, jugée non fiable par les humanistes, qui attachent aussi de l'importance à la cohérence de leur discours : le CDH a dit « pas avec la N-VA » avant les élections, il doit le dire aussi après. Un mandataire local le dit ainsi : « Je ne vois pas comment on pourrait justifier de s'allier à la N-VA. » D'autant que la note De Wever ne reprenait pas les garanties réclamées par Benoît Lutgen en termes de loyauté fédérale, d'équilibre linguistique ou du survol de Bruxelles ; et qu'elle comportait, a expliqué Lutgen à ses troupes, des éléments communautaires, liés à l'indexation ou aux soins de santé. Mais ce qui pose question, certainement auprès de l'aile droite du parti, c'est l'absence de chance réelle laissée à une coalition de centre-droit. « Benoît faisait semblant d'accepter de discuter, mais avoir un rendez-vous avec lui, c'était mission impossible pour Charles Michel ou Wouter Beke », dit-on. « Il y a beaucoup de questions sur la rapidité de la décision et sur le fond, reconnaît un mandataire. Notamment sur les conséquences du coup de poker du président, qui mise sur le fait que la "suédoise" ne tiendra pas. Car c'est une rupture avec le CD&V, et cela laissera des traces. Mais aussi parce que dans le programme socio-économique fédéral, tout ne sera pas à rejeter, et que la N-VA pourrait très bien vouloir aller au bout de la législature puisque le PS sera dans l'opposition. » Mais Lutgen, nous dit-on à plusieurs sources, est persuadé que la « suédoise » échouera. Il fait donc ce pari. Un parlementaire ajoute : « Ça grenouille pas mal... Les gens s'interrogent, car la note de De Wever n'était pas de centre-gauche, mais pas non plus très à droite. On aurait pu incarner au fédéral une ligne différente de celle du MR. » Pour des CDH, il aurait au moins fallu tester la sincérité de la N-VA. Ou, à tout le moins, « pousser le dialogue plus loin ». Quitte à démontrer ensuite qu'« on ne peut rien construire avec la N-VA, en la poussant à reconnaître qu'elle ne peut mettre de côté son projet séparatiste. Ainsi, on aurait pu mieux s'expliquer et démontrer qu'il y a une alternative à la "kamikaze", dangereuse pour la Belgique. Mais on n'a pas eu d'explication suffisante pour se dire que Benoît a fait le bon choix. » Et si la cohérence du CDH est si importante, remarquent certains, pourquoi Maxime Prévot est-il ministre, lui qui avait juré qu'il resterait bourgmestre (de Namur, NDLR) ?

MA.D.

REGION

« C'était ça ou l'opposition »

Pour la plupart des humanistes que nous avons interrogés, la décision de s'associer au PS et au FDF dans les Régions ne pose pas problème. Et ils assurent qu'elle est fortement soutenue, « tant au niveau du bureau politique que des mandataires en général. » Pour une bonne raison : « C'était ça ou l'opposition. » Ce qui convaincrerait même les militants a priori opposés à une nouvelle alliance avec le PS. La preuve par le vote, le 19 juillet, en faveur de l'accord régional : 376 pour, soit l'unanimité. « Il n'y a eu aucune réticence », assure le président Lutgen. Et avant ce vote, le bureau politique, unanime, avait choisi de négocier avec le PS. En fait, les humanistes jugent globalement qu'il n'y avait guère d'alternative régionale. Pour quatre raisons. Un. « A Bruxelles, le FDF avait la clef et il ne voulait pas aller avec le MR. Dès le soir des élections, le FDF a dit qu'il était intéressé d'aller avec le PS, et le CDH était le partenaire logique. C'était plié. » Deux. En Wallonie, le CDH ne voulait pas d'une tripartite classique, dans laquelle il aurait été le Petit Poucet, non nécessaire, donc sans poids réel. Le président Lutgen le dit clairement : « Le mandat de négociation que j'avais demandé en interne refusait la tripartite, parce qu'il n'est pas sain en démocratie d'avoir 68 parlementaires sur 75 dans la majorité et que l'on ne pèse pas dans une coalition où l'on n'est pas arithmétiquement nécessaire. » Le comité restreint a approuvé ce choix, même si certains étaient réticents au départ. Trois. En Wallonie, une alliance MR-CDH n'aurait disposé que d'un siège de majorité : difficile à tenir toute une législature. Et à Bruxelles, il aurait fallu que le MR prenne langue avec le FDF. Or, « Charles Michel n'a pas contacté le FDF, et il était clair qu'il avait des contacts avec le PS ». Quatre. Restait deux options : PS-CDH ou PS-MR. « Et là, explique un mandataire, le PS a dit qu'il voulait le CDH. Au bureau politique, tout le monde a trouvé que Benoît avait bien joué et que c'était ou nous ou le MR. L'alternative, c'était l'opposition. Le choix était donc clair. »

MA.D.